

BOUIRA

7 ans de prison ferme
pour l'enseignant pédophile

L'affaire de l'enseignant pédophile de l'école primaire Mohamed-Boutaoues de Ras-Bouira qui avait défrayé la chronique au mois de janvier dernier et dont avaient été victimes près de 25 élèves, victimes d'attouchements de sa part, revient cette semaine.

Mercredi dernier, au niveau de la cour, le procès de l'enseignant pédophile a eu lieu en présence de plusieurs élèves et leurs parents, des victimes qui ont bien voulu témoigner devant le juge sur les agissements de cet enseignant. Ainsi, sur le total des 15 plaintes déposées à l'époque des faits, ce mercredi, seuls 11 élèves avaient répondu à la convocation du juge pour venir témoigner en public sur ce qu'ils avaient subi comme traumatismes de la part de celui qui était censé leur apprendre les meilleurs comportements et la bonne éducation. Pendant toute la durée du procès, tous les élèves qui se sont succédé à la barre ont reconnu avoir été traînés par leur

enseignant qui, aux sanitaires, qui dans des classes vides pour des attouchements. D'autres ont témoigné que leur enseignant faisait des dessins indécents sur le tableau. Après chaque témoignage d'un élève, le juge pose la même question à l'accusé pour répondre des faits racontés par l'élève en question, et l'enseignant niait à chaque fois les faits et disait que c'est un complot monté de toute pièce par la directrice avec laquelle il ne s'entendait guère.

Après les élèves, ce fut au tour de la directrice de raconter les faits et la chronologie des événements.

De leur côté, les enseignants de cette école étaient appelés comme témoins et avaient tous

témoigné n'avoir rien décelé d'anormal chez leur collègue. Après ces témoignages, le procureur de la République a insisté sur le nombre de témoins en rappelant que s'il s'agissait d'un complot monté contre lui comme le prétend l'accusé, la directrice n'aurait jamais pu convaincre ni monter contre lui une vingtaine d'élèves et leurs parents. Aussi, à la lumière des témoignages de ces élèves présents, le procureur de la République a requis 10 ans de prison ferme contre l'accusé.

De son côté, l'avocat de l'accusé s'est basé sur le manque de preuves scientifiques attestant des actes contre nature dont est accusé son client en maintenant et en privilégiant toujours la thèse du complot monté contre son client qui ne s'entendait plus avec la directrice. Après délibérations, le mis en cause a été jugé coupable et fut condamné à 7 ans de prison

ferme. Pour rappel, l'enseignant incriminé avait des accoutrements islamistes avec une longue barbe. Il est marié à trois femmes et est père de 14 enfants. Il est âgé de 42 ans. Il a pris la fuite le 20 janvier dernier, au lendemain de l'éclatement de ce scandale de pédophilie. Vingt jours plus tard, il fit son apparition du côté de la DE mais avec une carte d'identité de son propre frère ainsi qu'un accoutrement déguisé, c'est-à-dire sans barbe et avec des habits modernes.

Cependant, la vigilance des services de police qui surveillaient les lieux a fini par le débusquer. Il fut arrêté devant la DE le même jour. Traduit devant le juge d'instruction, le mis en cause a été placé sous mandat de dépôt pour les chefs d'inculpation d'attouchements sur mineurs et atteinte à la pudeur, avec délit de fuite.

Y. Y.

BÉJAÏA

Des citoyens de Riquet ferment la RN26

Des citoyens du village Riquet, 8 km à la sortie est d'Akbou, ont procédé, dès les premières heures de la matinée de mercredi, à la fermeture à la circulation automobile de l'axe routier de la RN26.

Ils tentent ainsi d'exprimer leur colère et protester contre «l'immobilisme» des autorités locales devant leurs déplorables conditions de vie. «Les problèmes s'accumulent dans notre village mais aucune solution ne pointe à l'horizon», a fait constater amèrement un manifestant.

Les infiltrations des eaux usées qui perdurent depuis des mois, des égouts à ciel ouvert dégageant de très fortes odeurs

infectes exposant à des épidémies les villageois en cette période de grandes chaleurs et le projet de bétonnage des rues qui attend toujours un début de réalisation sont autant de doléances mises en avant par les habitants protestataires que les pouvoirs publics tardent à satisfaire, indique-t-on dans une requête adressée au wali de Béjaïa. Les villageois de Riquet réclament aussi le raccordement

en gaz de ville et l'électrification de quelque 25 foyers du village.

A travers cette action de rue musclée, les citoyens manifestants entendent soulever également le problème lié au cadastre. «L'établissement d'un plan du cadastre facilitera la délivrance d'actes de propriété à même de permettre aux habitants de bénéficier notamment de l'aide à la construction», se plaignent dans leur document les mêmes villageois. Il convient de signaler que jusqu'en fin d'après-midi de mercredi, la route était toujours bloquée à la circulation

automobile par les protestataires. Des immenses bouchons sont observés sur cette importante voie de communication reliant la vallée de la Soummam, la wilaya de Bouira et la capitale.

Des automobilistes étaient contraints de faire un très long détour par les localités montagneuses d'Ighram, Tizi-Maâli et Aït Melikeche avant de regagner l'axe routier de la RN26 à hauteur de la ville de Tazmalt pour pouvoir reprendre le chemin vers Bouira et Alger.

A. Kersani

ANNABA

Une journée dédiée aux risques du travail
dans le secteur du BTPH

L'Inspection régionale du Travail de la wilaya d'Annaba a organisé mardi, à l'Institut de formation professionnelle (IFP) de Bouhdid, une journée d'étude et de sensibilisation concernant les risques professionnels dans le secteur du bâtiment.

Des orateurs de plusieurs secteurs se sont succédé, le premier représentant l'inspection du Travail a traité des dispositifs réglementaires concernant les risques du travail. La deuxième intervention, faite par un représentant de la CNAS, a été axée autour de la prise en charge des accidents du travail et des maladies professionnelles du secteur BTPH de la wilaya de Annaba. Ce secteur reste bien spécifique par la diversité et la multiplicité des risques professionnels liés aux différentes activités. Le conférencier s'est appuyé sur les statistiques des quatre dernières années.

La troisième intervention, donnée par l'office Obrebath, concerne le Plan d'hygiène et de sécurité (PHS), qui indique de manière détaillée les mesures d'hygiène et de sécurité prises par l'entreprise pour les travaux qu'elle exécute directement ou qu'elle sous-traite.

La direction de la santé et de la population a clôturé ce cycle avec deux communications «Accident du travail, aspects et techniques et

réglementaire» et «Stratégie de prévention des risques professionnels». Plus de 150 personnes ont participé à ce séminaire, parmi lesquelles des syndicalistes, des directeurs d'entreprises nationales, des représentants d'entreprises étrangères, des inspecteurs venus d'autres wilayas et des chefs de chantier et plus spécialement ceux qui enregistrent un

nombre important d'accidents du travail. D'après M. Boudjelida Chabane, inspecteur régional du Travail, cette rencontre a été un moyen de sensibilisation des travailleurs afin qu'ils puissent réclamer leurs droits en s'adressant à l'inspection du Travail qui prendra en charge leurs requêtes.

Amira F.

Un Chinois écope de trois ans d'emprisonnement

Trois années de prison ferme, assorties d'une amende de 50 000 DA, ont été prononcées par le tribunal de Annaba à l'encontre d'un ressortissant chinois, gestionnaire d'une entreprise de construction.

Il était poursuivi pour faux et usage de faux de documents officiels.

Ce gestionnaire, dont l'entreprise avait remporté en novembre 2007 un marché pour la réalisation d'une cité universitaire de 3

500 lits au niveau du pôle universitaire de Sidi-Achour, falsifiait les PV d'analyses du béton.

La direction du logement et des équipements publics de la wilaya de Annaba, maître de l'œuvre, s'est aperçue de la malfaçon de la construction, après des contrôles effectués par des spécialistes en bâtiment.

Ces contrôles faisaient suite à des rapports de membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW),

ayant constaté le délit. Informé de cette affaire, le wali a déposé une plainte auprès du parquet de Annaba. Ce dernier a ordonné une enquête, menée par les éléments de la brigade économique de la Sûreté de wilaya.

Durant l'enquête, le mis en cause a avoué sa faute, comme il a reconnu les faits qui lui sont reprochés devant le magistrat lors du jugement de cette affaire.

A. B.

ORAN

L'université
se prépare
au lancement
du premier
stage
de doctorat
système LMD

Lors d'une cérémonie solennelle organisée mercredi 8 juillet 2009 en l'honneur des lauréats de l'Université des sciences et technologie Mohamed-Boudiaf (UST Oran), diplômés dans des filières scientifiques et techniques, de différents niveaux, notamment ceux de la première promotion des masters (magistères formés dans le cadre du nouveau système pédagogique d'ensei-gnement LMD), il a été annoncé qu'un concours sera organisé au début de la prochaine rentrée universitaire afin de dresser la liste des étudiants qui auront droit, également pour la première fois au niveau du territoire national, à poursuivre leurs études dans le but de décrocher un doctorat LMD, dans les spécialités disponibles.

Selon, M. Boudia Maâmar, le vice-recteur chargé de la formation supérieure de graduation, de la formation continue et des diplômés, au total, ils étaient 2 447 étudiants qui ont réussi cette année à décrocher leurs diplômes, à savoir 350 masters (LMD), environ 1 000 licenciés (LMD), 838 ingénieurs et 160 DEUA.

Selon notre interlocuteur, il est projeté aux termes des deux prochaines années la généralisation du nouveau système LMD sur toutes les spécialités, ce qui veut dire qu'il n'y aurait désormais pas d'autres admissions à la formation de DEUA ou d'ingéniorat.

Egalement au cours de ladite cérémonie de clôture de l'année universitaire, 17 titulaires de masters, majors de promotion dans 17 filières, ont été honorés de même que 23 licenciés (majors de promotion dans 23 spécialités), 26 ingénieurs et 160 DEUA. Parmi les 17 lauréats de masters LMD honorés cette année, cinq bénéficieront d'une bourse d'étude à l'étranger (France) après avoir réussi le passage du concours national. Les autres diplômés toujours en master, explique-t-on, auront le droit de passer ledit concours de doctorat. Dans le cadre de la même cérémonie, 11 enseignants universitaires ont été promus maître de conférences de même que 5 autres ont été promus professeurs.

Ben Aziz